



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'EURE

ARRÊTÉ UTE-DREAL-13

portant création de la composition de la commission de suivi de site (ex Comité Local d'Information et de Concertation / CLIC) de la zone industrielle de Gaillon – Saint Pierre la Garenne

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU

- le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 125-2-1 et R. 125-8-1 à R. 125-8-5,
- le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif,
- le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site,
- l'arrêté préfectoral D3/B4-06-153 du 27 juin 2006 portant création du comité local d'information et de concertation sur les risques technologiques de la zone industrielle Gaillon – Saint Pierre la Garenne,
- l'arrêté préfectoral UTE-DREAL-10-010 du 5 octobre 2010 portant renouvellement et modification de la composition du comité local d'information et de concertation sur les risques technologiques de la zone industrielle Gaillon – Saint Pierre la Garenne,
- l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2011 approuvant le plan particulier d'intervention de l'usine SYNGENTA PRODUCTION France à Saint-Pierre-la-Garenne,
- l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2012 approuvant le plan particulier d'intervention de l'usine NUFARM SAS à Gaillon,
- l'arrêté préfectoral d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques autour de l'établissement SYNGENTA PRODUCTION France à Saint-Pierre-la-Garenne du 12 décembre 2012,
- l'arrêté préfectoral d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques autour de l'établissement NUFARM SAS à Gaillon du 12 décembre 2012,

CONSIDERANT

- que les nuisances, dangers et inconvénients susceptibles d'être présentés par les sociétés SYNGENTA PRODUCTION France à Saint-Pierre-la-Garenne et NUFARM SAS à Gaillon justifie la mise en place d'une commission de suivi de site autour de ces établissements,
- qu'une commission unique peut être créée pour les affaires concernant les deux établissements en raison de leur implantation sur les communes de Saint-Pierre-la-Garenne et Gaillon, proches l'une de l'autre, et concernant les mêmes riverains,
- que les deux établissements relèvent du dernier alinéa de l'article L.125-2 du Code de l'environnement,
- que certaines installations figurent sur la liste prévue au IV de l'article L.515-8 du Code de l'environnement,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Périmètre de la commission

Il est créé la commission de suivi de site, prévue à l'article L. 125-2-1 du Code de l'environnement, autour des installations des sociétés SYNGENTA PRODUCTION France, sise sur la commune de Saint-Pierre-la-Garenne, et NUFARM SAS, sise sur la commune de Gaillon, installations classées pour la protection de l'environnement dont les périmètres d'exposition aux risques définis dans les deux Plans de Prévention des Risques Technologiques comprennent les communes de Saint-Pierre-la-Garenne, Gaillon et Port Mort.

Article 2 : Composition de la commission

La Commission de Suivi de Site (CSS) visée à l'article 1^{er}, est composée comme il suit :

Collège « Administrations de l'Etat » :

- Le Préfet ou son représentant,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant chargé de l'inspection des installations classées des sites SYNGENTA PRODUCTION France et NUFARM SAS,
- M. le directeur de la sécurité de la préfecture de l'Eure ou son représentant,
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Eure ou son représentant,
- M. le directeur de l'unité territoriale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ou son représentant,
- M. le directeur général de l'Agence Régionale de Santé ou son représentant,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours de l'Eure ou son représentant,

Collège « Élus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale concernés » :

- M. le maire de la commune de Gaillon ou l'adjoint en charge des questions relatives aux risques industriels, son suppléant,
- M. le maire de la commune de Saint-Pierre-la-Garenne ou l'adjoint en charge des questions relatives aux risques industriels, son suppléant,
- M. le maire de la commune de Port-Mort ou l'adjoint en charge des questions relatives aux risques industriels, son suppléant,
- M. le président de la communauté de communes « Eure Madrie Seine » ou l'adjoint en charge des questions relatives aux risques industriels, son suppléant,

Collège « Riverains d'installations classées pour laquelle la commission a été créée ou associations de protection de l'environnement dont l'objet couvre tout ou partie de la zone géographique pour laquelle la commission a été créée » :

- Monsieur le représentant de l'association pour la Sauvegarde de l'environnement,
- Monsieur le représentant de l'association pour la Sauvegarde du site de Port Mort,
- Monsieur le représentant de l'Union Fédérale des Consommateurs de l'Eure,
- Monsieur le représentant de la Fédération de Parents d'Elèves (FCPE),
- Monsieur le représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Eure,
- Monsieur Jean-Pierre HAMEL, riverain.

Collège « Exploitants d'installations classées pour laquelle la commission a été créée ou organismes professionnels les représentant » :

- Monsieur le directeur de l'usine NUFARM SAS ou son représentant,
- Monsieur le responsable HSE de l'usine NUFARM SAS ou son représentant,
- Monsieur le directeur de l'usine SYNGENTA PRODUCTION France ou son représentant,
- Monsieur le responsable HSE de l'usine SYNGENTA PRODUCTION France ou son représentant,

Collège « Salariés des installations classées pour lesquelles la commission est créée » :

- M. le secrétaire du comité d'hygiène et de sécurité au travail de l'usine NUFARM SAS ou son représentant,
- M. le secrétaire du comité d'hygiène et de sécurité au travail de l'usine SYNGENTA PRODUCTION France ou son représentant,

Personnalités qualifiées :

- M. le conseiller général du canton d'Amfreville la Campagne et représentant le président du conseil général de l'Eure en tant que gestionnaire d'ouvrage d'infrastructure routière ou son représentant,
- M. le représentant Réseau Ferré de France Haute-Normandie en tant qu'autorité gestionnaire d'ouvrage d'infrastructure ferroviaire,
- M. le responsable de l'arrondissement des boucles de la Seine (Voies Navigables de France) ou son suppléant.

Chaque membre a la possibilité de donner mandat à un autre membre désigné de son choix, en cas d'impossibilité de siéger. Un membre peut détenir plus d'un mandat.

Article 3 : Présidence de la CSS et composition du bureau

La commission de suivi de site est présidée par le préfet ou son représentant.

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné par les membres de chacun des collèges.

Article 4 : Durée du mandat

La durée du mandat des membres de la commission est fixée à 5 ans, renouvelable par tacite reconduction.

Article 5 : Fonctionnement de la commission

Le fonctionnement de la commission est défini dans le règlement intérieur adopté lors de la réunion d'installation de la commission de suivi de site conformément aux dispositions des articles R125-8-3 à R125-8-5 du Code de l'environnement.

Article 6 : Validité des consultations

Les consultations du CLIC créé par l'arrêté préfectoral D3/B4-06-153 du 27 juin 2006 auxquelles il a été procédé avant l'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté demeurent valides en tant qu'elles ont été effectuées conformément aux dispositions antérieures au décret du 7 février 2012 susvisé.

Article 7: Abrogation des dispositions antérieures

L'arrêté préfectoral D3/B4-06-153 du 27 juin 2006 susvisé, portant création du comité local d'information et de concertation sur les risques technologiques de la zone industrielle Gaillon – Saint Pierre la Garenne est abrogé par le présent arrêté..

Article 8 : Recours

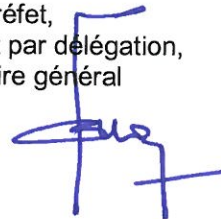
En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification dudit arrêté pour ses membres et de la publication ou de l'affichage du présent arrêté pour les tiers.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Eure, les directeurs des administrations mentionnées à l'article 1, le sous-préfet des Andelys, ainsi que les maires de Gaillon, Saint-Pierre-la-Garenne et Port-Mort sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Eure, et communiqué à chacun des membres de la commission de suivi de site. Il est également publié sur le site Internet du secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles en Basse-Seine (www.spinfos.fr).

Evreux, le 10 JUIN 2013

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Alain FAUDON